Lettre d'information documentaire

BULLETIN DOCUMENTAIRE INSET ANGERS

N° 1274
DU 14 AU 27
FÉVRIER 2025

FOCUS

Anticiper le financement de la transition climat : un outil au service des collectivités / FETET Marion
I4ce.org, 11/02/2025
https://www.i4ce.org/anticiper-financement-transition-climat-outil-service-collectivites/
Les collectivités ont un rôle de premier ordre à jouer dans la planification écologique. Acteurs majeurs de l'investissement public en France, elles disposent de compétences structurantes pour accélérer la transition comme le développement des transports collectifs ou la rénovation énergétique de leur patrimoine. D'après I4CE, elles doivent doubler leurs investissements pour la décarbonation d'ici 2030, et ce sans compter d'éventuels coûts liés à l'adaptation. Cet effort, considérable, reposera sur les prochains exécutifs locaux élus en 2026 et sera déterminant pour atteindre la neutralité carbone. Pour les aider dans cette tâche, I4CE, en co-construction avec une dizaine de villes et intercommunalités volontaires, propose d'ajouter un nouvel instrument dans la boite à outils des décideurs territoriaux : celui des « PPI aligné climat ». De quoi s'agit-il exactement ?

Urbanisme Favorable à la Santé : un guide pour mieux comprendre & agir sur son territoire, 02/2025
https://www.fnau.org/fr/publication/urbanisme-favorable-a-la-sante-un-guide-pour-mieux
Les agences d'urbanisme du Grand Est (réseau 7Est) et l'Agence régionale de santé publient un plaidoyer sur la prise en compte des enjeux de santé dans les démarches de planification territoriale et d'urbanisme opérationnel. Elaboré dans le cadre du 4ème Plan régional santé environnement, ce guide vise à sensibiliser les collectivités territoriales et autres acteurs du développement des territoires en mettant en lumière les enjeux d'articulation entre les politiques publiques d'aménagement et de santé.

VEILLE SECTORIELLE

Action éducative/Restauration scolaire/Sport - Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires - Culture
Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics
Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC
Management/Ressources humaines
Outre-Mer - Sciences Humaines/Société
Sécurité civile et publique
Services techniques et environnement
Social/Santé

🔎 *On vous signale une expérience*

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE / SPORT

Ces collectivités qui cajolent leurs animateurs
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 22-24
https://www.lagazettedescommunes.com/970761/ces-collectivites-qui-cajolent-leurs-animateurs
La pénurie de personnels de l'animation appelle à maintenir les équipes en poste. Pour ce faire, des collectivités misent sur des mesures qui portent plus ou moins leurs fruits.

Politiques sportives : la mutualisation érigée en sport national
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 42-44
https://www.lagazettedescommunes.com/970048/la-mutualisation-erigee-en-sport-national
Au cœur des préoccupations dans la conception des politiques sportives locales, les enjeux de mutualisation se renforcent en période d'austérité budgétaire.
Outre la construction et la gestion des équipements, les collectivités visent davantage d'efficience, en particulier dans les relations avec les associations sportives locales.
Mutualisation ou optimisation, l'approche passe notamment par le fait d'inciter les clubs à se regrouper. Avec ou sans succès. Avec ou sans la réalisation d'économies d'échelle.

Éducation et IA : les annonces d'Élisabeth Borne impactant les collectivités
Banquedesterritoires.fr, 14/02/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/education-et-ia-les-annonces-delisabeth-borne-
Lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle à Paris, la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, a annoncé mardi 11 février 2025 plusieurs mesures concernant l'intégration de l'IA dans le système éducatif. Parmi ces annonces, certaines auront un impact direct sur les collectivités territoriales.

« Territoires éducatifs ruraux » : l'expérimentation est concluante
Lagazettedescommunes.com – Club Education et vie scolaire, 10/02/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/967550/territoires-educatifs-ruraux-lexperimentation-
Le dernier rapport de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (Igesr), qui concluait en 2023 les trois années d'expérimentation des territoires éducatifs ruraux, salue la « dynamique prometteuse » du dispositif, malgré un pilotage national chaotique.
https://www.education.gouv.fr/territoires-educatifs-ruraux-2023-416040?Cookies=true

Adapter les pratiques sportives au changement climatique / Ministère des Sports, 02/2025
https://www.sports.gouv.fr/adapter-les-pratiques-sportives-au-changement-climatique-1186
Le plan national d'adaptation des pratiques sportives au changement climatique 2024-2030 liste les effets du changement climatique sur le sport et 30 mesures à mettre en place d'ici 2030.
En décembre 2024, le ministère en charge des sports publie son premier plan national d'adaptation des pratiques sportives au changement climatique (PNACC sport). Ce plan constitue la contribution du Sport au PNACC3 publié pour consultation en octobre 2024 par le ministère en charge de la transition écologique.
Fruit d'un travail collaboratif avec l'ensemble des acteurs du sport de près de deux ans, ce rapport offre un panorama de l'ensemble des conséquences du changement climatique sur le sport et liste 30 mesures d'adaptation, dont 6 principales. Il s'agit de préparer et permettre une adaptation des pratiques sportives conformément à la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC). Il constitue un point de départ, et il a vocation à être revu et adapté si les hypothèses de réchauffement évoluent.

Cours d'école : pour un retour du vivant en ville. Retours d'expériences / Fabrique de la Cité, 15/01/2025
https://www.lafabriquedelacite.com/publications/cours-decole-pour-un-retour-du-vivant-
Transformons nos cours d'école ! Découvrez comment la végétalisation des espaces scolaires reconnecte les enfants avec la nature et apporte de nombreux bénéfices environnementaux et pédagogiques. Ensemble, faisons fleurir nos écoles pour un avenir plus vert et plus vivant !

☞Retour sommaire

La mesure « Cantine à 1 € » dans l'Ain : Accéder à l'alimentation par la tarification sociale dans les cantines rurales
Agence nouvelle des solidarités actives, 2025, 49 p.
https://www.solidarites-actives.com/sites/default/files/2025-01/Rapport%20Tarification
Depuis 2024, l'Ansa accompagne les communes rurales de l'Ain dans la mise en œuvre de la mesure « cantine à 1€ ». Initié en 2019, ce dispositif permet de soutenir financièrement les communes rurales qui mettent en place une tarification différenciée dans leurs cantines scolaires, en fonction de la situation socio-économique des familles, et en proposant un tarif à 1€ maximum pour les enfants des familles les plus précaires.

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Au parking, le rendez-vous des mobilités douces
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 39
https://www.lagazettedescommunes.com/970335/au-parking-le-rendez-vous-des-mobilites-douces/
Bordeaux métropole (Gironde) 28 communes, 832 000 hab.
Le concept de Metstation convertit les places de voitures en espace de stationnement et de services dédiés aux vélos

Développer le vélo en milieu rural et périurbain : quels aménagements ? Retour sur la journée France mobilités
Cerema.fr, 17/02/2025
https://www.cerema.fr/fr/actualites/developper-velo-milieu-rural-periurbain-quels-amenagements
Le Cerema et la cellule France Mobilités Occitanie ont organisé le 6 décembre 2024 à Albi une conférence technique territoriale consacrée aux aménagements cyclables hors agglomération et au schéma cyclable qui permet de planifier leur déploiement.

Le permis de louer s'étend dans la lutte contre l'habitat dégradé
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 46-47
https://www.lagazettedescommunes.com/970019/le-permis-de-louer-setend-dans-la-lutte
Le permis de louer est un outil de lutte contre l'habitat dégradé à l'échelle d'un secteur d'une ville. Il rend possible une remise aux normes des logements.
Les propriétaires qui souhaitent louer leur bien sont contraints de faire une déclaration auprès de la collectivité, qui constate sur place si le logement est conforme.
Désormais, les contrôles et amendes sont à la main des collectivités, qui utilisent différents outils pour identifier les logements à louer et leurs propriétaires.

Transports : comment lever les freins à l'accessibilité [Dossier]
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 34-40
https://www.lagazettedescommunes.com/970362/comment-lever-les-freins-a-laccessibilite
La loi du 11 février 2025 imposait l'accessibilité aux personnes en situation de handicap dans les transports publics. Malgré les schémas directeurs mis en place en 2015 pour rattraper le retard, les résultats se font encore attendre.
Si le matériel roulant est en grande majorité accessible, les arrêts et la voirie qui y mène ne le sont pas toujours. Moins de la moitié des arrêts des transports urbains et interurbains seraient conformes aux normes de la loi de 2005.
Pour les personnes en situation de handicap, l'accès aux services, aux soins, aux loisirs et à la culture est empêché. Des transports inclusifs seraient favorables à tous, car la loi inclut tous les types de handicap et a une visée globale.

☞Retour sommaire

Mobilité : "sous nos latitudes, le tout-voiture n'a jamais existé"
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 24-25
https://www.lagazettedescommunes.com/969489/mathieu-flonneau-le-tout-automobile-
Pour l'enseignant-chercheur Mathieu Flonneau, il est plus que temps de battre en brèche les idées "paresseuses" qui circulent sur la mobilité.

Yoann Sportouch : « l'aménagement urbain doit être vu comme un outil pour faire société »
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, n° 585, p. 46-48
https://www.lettreducadre.fr/article/yoann-sportouch-l-amenagement-urbain-doit-etre-vu
Urbaniste et philosophe, Yoann Sportouch vient de publier un plaidoyer pour le « care », cette notion qui, appliquée à l'urbanisme, consiste à prioriser les relations humaines, la solidarité et la réponse aux besoins locaux. Partir de l'humain pour aménager plus finement, et soutenir ainsi les liens qui se tissent sur un territoire.

Recyclage urbain : les outils pour agir [dossier]
Techni.cités, 02/2025, n° 380, p. 17-22
L'introduction dans la loi du zéro artificialisation nette pour 2050 a provoqué un changement de paradigme dans l'usage des sols. De nombreuses collectivités considèrent désormais cette ressource finie d'un œil neuf, et repensent leurs friches. Des réflexions autour du recyclage urbain fleurissent un peu partout sur le territoire. Le Cerema a élaboré une série d'outils pour construire et mettre en œuvre une stratégie, dont les biens connus UrbanSimul et UrbanVitaliz. Tour d'horizon.

L'accès au foncier des acteurs de l'ESS - Enjeux et leviers pour les collectivités locales /
Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire, 01/2025, 84 p.
https://www.rtes.fr/system/files/inline-files/Rep%C3%A8rESS%20-%20Acc%C3%A8s%20
Le RTES publie une nouvelle édition de son guide RepèrESS "L'accès au foncier des acteurs de l'ESS - enjeux et leviers pour les collectivités locales". Ce guide fournit des clés pour renforcer les liens entre les différents acteurs concernés (collectivités locales et acteurs de l'ESS, mais aussi Etat, bailleurs sociaux, acteurs de l'immobilier. . .). Par des illustrations concrètes, ancrées dans des contextes territoriaux variés, détaillant les méthodologies choisies et les outils mobilisés, ce guide invite à approfondir les dynamiques partenariales à l'œuvre, à les inscrire dans la durée, comme un élément structurant de la fabrique de nos territoires de demain, contribuant à faire de la préservation du foncier un enjeu commun, et plus largement à faire du foncier un bien commun.

CULTURE

Quand une ville industrielle veut retrouver son lustre
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 42
https://www.lagazettedescommunes.com/970764/quand-une-ville-industrielle-veut-retrouver-son-lustre
Un grand projet de reconversion du site du château des ducs de Wurtemberg a été lancé par l'équipe municipale de Montbéliard.

Pourquoi les bibliothécaires ont besoin de nouvelles compétences
Lagazettedescommunes.com, 24/02/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/971447
Lors d'un webinaire organisé le 20 février 2025 par la Bibliothèque publique d'information (Bpi), Raphaël Besson, directeur du bureau Villes Innovations, a présenté les conclusions d'un programme de recherche (pas encore publié) sur l'évolution des bibliothèques. Un travail qui a permis de repérer des tensions et d'élaborer une gamme d'outils pour les dénouer.

☞Retour sommaire

L'urbanisme culturel, un mouvement pour des pratiques à la croisée des mondes / IDELON Arnaud
Observatoire des politiques culturelles, 20/02/2025
https://www.observatoire-culture.net/urbanisme-culturel-mouvement-pratiques-croisee-mondes/
L'année 2023 coïncide avec la naissance de l'association Mouvement de l'urbanisme culturel à Montpellier, à l'occasion de la ZAT (Zone artistique temporaire). Quelles en sont les composantes ? Dans quels types de projets s'incarnent-elles ? Qui contribue à dessiner son paysage à la croisée de nombreux mondes ? Et qu'est-ce que l'urbanisme culturel n'est pas ? Enquête, en discussion avec trois de ses membres fondateurs : Agathe Ottavi (coopérative Cuesta, Rennes), Fanny Broyelle (Mondes Communs, Nantes) et Pascal Le Brun-Cordier (Villes In Vivo, Paris).

Départements, la culture sacrifiée
Nouvel Obs (Le), 20/02/2025, n° 3152, p. 42-45
Alors que les coupes budgétaires menacent le monde culturel, le président socialiste de l'Hérault, Kléber Mesquida, a décidé de sabrer dans les dépenses qu'il considère "non obligatoires". Rencontre avec les acteurs du milieu, entre sidération et résistance

Politique culturelle : la fin d'un cycle ?
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 23
https://www.lagazettedescommunes.com/965848/politiques-culturelles-la-fin-dun-cycle/
Opinion de Philippe Poirrier, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne.

Jeux de société en bibliothèque : l'anomalie suisse
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 28-31
Depuis 1980, les bibliothèques du monde entier se sont transformées à l'aide d'une multitude de nouveaux services, ainsi qu'en proposant à leurs publics de nouvelles collections qui cohabitent désormais avec les documents papiers : CD, DVD, documents électroniques, serious games, escape games et jeux de société. Mais alors que les bibliothèques d'autres pays proposent des jeux de société, qu'en est-il de la Suisse ?

DROIT PUBLIC / CITOYENNETÉ / INSTITUTIONS / COLLECTIVITÉS TERRITORIALES / ACHATS PUBLICS

Commande publique : marchés publics de travaux et délais de paiement
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 51
https://www.lagazettedescommunes.com/970813/marches-publics-de-travaux-les-bonnes-pratiques-
Un nouveau guide sur la facturation et le règlement dans les marchés publics de travaux a été publié.
https://www.economie.gouv.fr/daj/publication-guide-bonnes-pratiques-facturation-marches-travaux

Des agents aux manettes de la transition écologique de leur administration
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 48-49
https://www.lagazettedescommunes.com/969375/des-agents-aux-manettes-de-la-transition
Depuis 2022, la ville de Lyon engage son administration dans une transformation organisationnelle pour relever les défis de la transition écologique.
La direction générale de la ville a souhaité que son projet d'administration soit en partie défini par ses agents.
Des agents volontaires ont travaillé durant un an pour produire des recommandations permettant à la ville de réussir sa transition écologique.

☞Retour sommaire

Politiques publiques : des citoyens testent la simplification administrative
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 45
https://www.lagazettedescommunes.com/969967/des-citoyens-testent-la-simplification-administrative/
Collectivité européenne d'Alsace, 800 communes, 1,92 million d'hab.
Afin d'offrir un meilleur service public, les contenus de courriers administratifs ont été soumis à l'avis de groupes d'habitants.

La Fresque de l'Engagement local : un outil pour structurer l'action collective
Territoires-audacieux.fr, 14/02/2025
https://www.territoires-audacieux.fr/reportages/2025/02/13/fresque-lengagement-local-
L'engagement citoyen joue un rôle crucial dans la vie des territoires. De nombreux acteurs – élus, techniciens, bénévoles – se retrouvent souvent démunis face à la complexité des écosystèmes locaux. Comment fonctionne réellement une collectivité ? Et plus généralement un territoire ? Qui décide de quoi ? Comment articuler efficacement les initiatives locales ?
Inspirée du modèle de la Fresque du Climat, la Fresque de l'Engagement local est un outil visant à acculturer les citoyens aux rouages du développement local à travers un format ludique et collaboratif. En trois heures, les participants construisent collectivement une cartographie de leur territoire, identifient les acteurs clés et les influences qui les traversent, avant de poser les bases d'un projet commun.
Après plusieurs mois de travail et d'ajustements, la Fresque de l'Engagement local a officiellement été lancée en juin 2024. Déjà expérimenté par plus de 1 000 personnes, le dispositif se développe grâce à ANPP – Territoires de projet.

Faut-il vraiment en finir avec la démocratie participative ?
Metropolitiques.eu, 13/02/2025
https://metropolitiques.eu/Faut-il-vraiment-en-finir-avec-la-democratie-participative.html
L'ouvrage de Manon Loisel et Nicolas Rio défend une thèse forte : pour démocratiser la démocratie, il faudrait en finir avec la démocratie participative. Dans sa lecture de cet ouvrage, Julien Talpin souligne combien ces propositions appellent à une réinvention des formes de participation plus qu'à leur abandon.

Faut-il détricoter les grandes régions comme le laisse penser François Bayrou ?
Courrierdesmaires.fr, 11/02/2025
https://www.courrierdesmaires.fr/article/faut-il-detricoter-les-grandes-regions-comme-le-laisse-penser
Lors des vœux des Départements de France le 22 janvier, le Premier ministre François Bayrou a critiqué la création des grandes régions en 2015, dénonçant l'absence d'économies, une perte d'identité et appelant à une « refondation » de la décentralisation après le vote du Budget pour 2025. Pourtant, sur le terrain, les critiques d'hier se sont dissipées et les élus locaux semblent vouloir passer à autre chose... Points de vue.

Quels outils pour faciliter l'accès des PME ? [Dossier]
Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 02/2025, n° 261, p. 13-60
Les PME bénéficient d'un cadre juridique qui vise à faciliter leur accès aux marchés sans créer de discrimination favorable. Des réformes récentes ont assoupli les seuils et modifié la part minimale des marchés globaux confiés aux PME. Les mécanismes comme la sous-traitance, les groupements d'entreprises ou les MAPA constituent des outils facilitant leur participation, bien que leur utilisation reste parfois limitée. Compte tenu des contraintes qu'elles imposent, les clauses sociales et environnementales ont-elles un impact négatif sur l'accès des PME à la commande publique ? Quelles sont les mesures financières spécifiques permettant d'atténuer les contraintes économiques lors de l'exécution des marchés publics ?

☞Retour sommaire

Le délai raisonnable [Dossier]
Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 02/2025, n° 2, p. 75-95
- Raisonnements sur les délais administratifs raisonnables par Jean-Charles Jobart
- Délai raisonnable et commande publique par Olivier Didriche
- Délai raisonnable et urbanisme par Philippe Peynet
- Délai raisonnable et droit de l'environnement par Quentin Untermaier
- Responsabilité de l'Etat et délai raisonnable par Christophe Otero

EMPLOI / FORMATION

Concours : une formation gratuite pour les futurs policiers municipaux
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 30
https://www.lagazettedescommunes.com/970581/une-formation-gratuite-pour-les-futurs-policiers
Une quinzaine de candidats de la CA du Grand Narbonne (Aude) vont être formés au concours de gardien-brigadier de police municipale durant six mois.

Au coeur de la 19ème UHFP (Université d'hiver de la formation professionnelle) : la formation, levier d'émancipation et de performance durable [Dossier]
Inffo formation (L'), 15/02/2025, n° 1092, p. 13-42
https://www.centre-inffo.fr/content/uploads/2025/02/inffo-formation-1092-15-au-28-fevrier-2025-
Apprentissage, CPF, VAE, CEP. . . quelles perspectives pour ces outils, sept ans après la réforme “Avenir professionnel” ? L’apprentissage a réussi son pari de multiplier ses forces, de retrouver toute sa légitimité, jusqu’à tutoyer cet objectif non réellement formulé, mais présent dans les esprits, de la barre du million de jeunes en CFA et en entreprise. Mais que va-t-il en advenir, à l’heure où les mots régulation et, surtout, économies, sont prononcés ? Parallèlement, l’écosystème s’efforce de structurer son système qualité autour de trois piliers : Qualiopi, les politiques de contrôle et les certifications. Plateforme “Mon compte formation”, passeport de compétences ou campagne Soltéa : la Caisse des dépôts dresse un bilan des projets du champ de la formation professionnelle dont elle assure le déploiement. Finalement, comment les droits individuels de formation vont-ils évoluer pour mieux accompagner les transitions professionnelles ?

Top 10 des outils IA / SYDO, 13/02/2025, 56 p.
https://sydologie.com/2025/02/top-10-des-outils-ia-pour-la-formation/
L’émergence de solutions IA spécialisées pour la formation, comme Nolej ou Autrice, témoigne d’une maturité croissante du marché. Ces outils ne se contentent plus de générer du contenu : ils accompagnent véritablement les formateurs dans leur mission, de la conception à l’animation, en passant par l’évaluation et la personnalisation des parcours. . .

Formation : Comment transformer les métiers de demain en éco-métiers ?
Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises, 02/2025
https://www.orse.org/nos-travaux/guide-formation-comment-transformer-les-metiers-
L'Orse publie son guide sur la formation compétences RSE pour aller vers des éco-métiers, fruit de 2 ans de réflexions et d'échanges de bonnes pratiques du groupe de travail dédié à la mise en œuvre d'actions de sensibilisation et de formation aux compétences de la RSE.

Logistique urbaine : un métier qui monte
Techni.cités, 02/2025, n° 380, p. 60-61
Les chargés de mission logistique urbaine ont plutôt un profil environnemental ou pilotage de projet. Il leur faut animer et coordonner un réseau et porter des projets. Le métier est très transversal. Formation et échanges entre pairs sont cruciaux.

☞Retour sommaire

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Subventions : "les villes où des ministres sont élus sont favorisées"
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 20-21
https://www.lagazettedescommunes.com/971372/les-villes-ou-des-ministres-sont-elus-
Bien plus connue des manuels de sciences politiques américains que ceux étudiés sur les rayonnages de nos universités françaises, le "pork-barreling" n'est pas propre à la politique outre-Atlantique, elle demeure seulement peu analysée en France. Marc Sangnier et Brice Fabre, tous deux chercheurs en sciences économiques, ont tenté de remédier à cette lacune en publiant dans le "Journal of public Economics", en janvier 2025, une étude portant sur les subventions d'investissement attribuées par l'État et les agences qu'il supervise directement aux municipalités entre 2022 et 2017.

Retraites : hausses de cotisations - note très salée pour les collectivités
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 11
https://www.lagazettedescommunes.com/969816/hausses-de-cotisations-vieillesse-des-employeurs-
Les augmentations des cotisations des employeurs pour la retraite de leurs agents titulaires vont avoir un impact financier majeur.

Les collectivités territoriales face aux enjeux assurantiels : constats, perspectives et solutions [Actes du 23e colloque de l'observatoire SMACL - 6 novembre 2024]
Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 17/02/2025, n° 7, p. 11-41
Au sommaire :
- Ouverture par Jérôme Baloge, maire de Niort, président de SMACL Assurances
- Propos introductifs d'Alain Chrétien, maire de Vesoul, vice-président de l'AMF, président de la mission sur l'assurabilité des collectivités territoriales, par Alain Chrétien, Valérie Cardon et Bruno Leprat
- Comment gérer les transferts (directs et indirects) de responsabilités et de charges aux collectivités, première table ronde avec Éric Landot, Vincent Corneloup, Albane Guignard-Martin et Élodie Alleau
- Comment ré(concilier) Code des assurances et Code la commande publique, deuxième table ronde avec Denis Enjolras, Timothée Dumortier, Maxime Bourgoin et Antoine Alonso
- Quelles pistes de solution opérationnelles pour une meilleure attractivité des collectivités, troisième table ronde avec Laurent Badone, Thomas Cordeau, Éva Kaplanis et Déborah Claudon-Adam
- Conclusion : les collectivités territoriales face aux enjeux assurantiels et de gestion des risques, par Patrick Blanchard, directeur général de SMACL Assurances SA
https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9646

[PL 2025] Budgets locaux : du brouillard au casse-tête
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 6-9
https://www.lagazettedescommunes.com/969623/budgets-locaux%25E2%2580%2589-
Laissés dans le flou d'un projet de loi de finances pour 2025 à rallonge, mais finalement adopté le 6 février, les gestionnaires publics locaux doivent désormais construire un budget 2025 avec la fin de mandat municipal en perspective. L'exercice, qui doit normalement être bouclé avant le 15 avril, tourne au casse-tête financier.

Budget 2025 : un effort d'au moins 1,3 milliards d'euros pour les intercommunalités
Intercommunalites.fr, 14/02/2025
https://www.intercommunalites.fr/actualite/budget-2025-un-effort-dau-moins-13-milliards-deuros
Avec plusieurs semaines de retard, la loi de finances pour 2025 a enfin été adoptée. Elle introduit plusieurs dispositions significatives affectant les finances des communes et des intercommunalités. La contribution globale demandée aux collectivités territoriales est estimée à de 5,5 Md€ a minima, dont 2,0 Md€ pour les communes et 1,3 Md€ pour les intercommunalités.

☞Retour sommaire

Les collectivités déplorent une loi de finances pour 2025 qui marque un coup d'arrêt pour la transition écologique de la France
Amorce.asso.fr, 12/02/2025
https://amorce.asso.fr/actualite/les-collectivites-deplorent-une-loi-de-finances-pour-2025-
Malgré quelques mesures positives comme le maintien du budget du Fonds chaleur à 800 millions d'euros et les prémices d'un Fonds territorial climat, obtenues par AMORCE et ses partenaires, force est de constater que la loi de finances pour 2025 ne permettra pas de respecter les principaux objectifs de la France en matière d'économie circulaire, de transition énergétique et de gestion durable des ressources en eau. Ces nouveaux retards auront de lourdes conséquences pour les budgets de l'État et des collectivités et donc pour les Français ces prochaines années !

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

Le cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux en dix questions
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 28-29
Les ingénieurs territoriaux sont recrutés soit par concours (externe et interne), soit par promotion interne (après examen professionnel ou non, selon le cas).
Les candidats aux concours externes doivent être titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'architecte, ou d'un diplôme scientifique ou technique de niveau bac +5 ou équivalent.
Les ingénieurs, titulaires d'un doctorat et recrutés par concours externe bénéficient d'une bonification d'ancienneté de deux ans.

Les conditions d'obtention d'un temps partiel assouplies
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 14
https://www.lagazettedescommunes.com/970756/les-conditions-dobtention-dun-temps-
Les dispositions requises pour bénéficier d'un temps partiel dans les collectivités territoriales ont été revues début janvier.

Emploi fonctionnel : le point sur l'appréciation de la perte de confiance
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 48-49
https://www.lagazettedescommunes.com/972062/emploi-fonctionnel%E2%80%89-le-point
La perte de confiance permet de justifier la fin du détachement d'un directeur général des services ou d'un directeur général adjoint à la seule discrétion de l'exécutif.
Après avoir fait émerger la perte de confiance comme motif de fin de détachement d'un titulaire d'emploi fonctionnel, le juge administratif est peu à peu venu préciser l'appréciation de celle-ci.
De simples allégations ne sauraient suffire pour constituer la perte de confiance, l'autorité territoriale doit disposer d'éléments factuels.

Les réformes des retraites provoquent une hausse brutale du nombre de départs en invalidité dans la territoriale
Maire-info.com, 24/02/2025
https://www.maire-info.com/fonction-publique-territoriale/les-reformes-retraites-
Une étude de la direction des politiques sociales de la Caisse des dépôts met en lumière une forte hausse des départs en invalidité dans la fonction publique territoriale, qui ont augmenté de 25 % entre 2010 et aujourd'hui.

Autorisations spéciales d'absence : non pour les règles douloureuses, oui pour une interruption de grossesse, juge un tribunal administratif
Maire-info.com, 20/02/2025
https://www.maire-info.com/fonction-publique-territoriale/autorisations-speciales-dabsence-
Le tribunal administratif de Grenoble vient de rendre une décision importante – et peu évidente à décrypter au premier abord : une collectivité a le droit d'accorder des autorisations spéciales d'absence pour une interruption de grossesse, mais pas pour des règles douloureuses et invalidantes. Explications

☞Retour sommaire

Egalité femmes-hommes : à Grenoble, la justice ordonne la suspension du congé menstruel et du congé "deuxième parent"
France3-regions.fr, 18/02/2025
https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/egalite-
Le tribunal administratif vient d'ordonner la suspension des délibérations de la Ville et de la Métropole de Grenoble, qui autorisaient leurs agents à poser des congés en cas de règles douloureuses ou de paternité. Le maire et le président de la Métropole sont toutefois autorisés à mettre en place certaines de ces absences via de simples notes internes.

La codification du droit de la fonction publique se poursuit avec la partie réglementaire
lettreducadre.fr, 17/02/2025
https://www.lettreducadre.fr/article/la-codification-du-droit-de-la-fonction-publique-
Depuis le 1er février 2025, les deux premiers livres de la partie réglementaire du Code général de la fonction publique sont entrés en vigueur. Corrélativement, toutes les dispositions réglementaires correspondantes ont été abrogées. Trois ans après la codification des lois fondatrices du droit de la fonction publique, le Code s'étoffe avec de nouveaux articles en « R » et « D », qui dont désormais les bases réglementaires des actes et décisions prises en matière de gestion du personnel.

Rémunération du congé de maladie ordinaire
Centre interdépartemental de gestion - grande couronne IDF, 17/02/2025
https://www.cigversailles.fr/ged/espace-documentaire-cig/expertise-statutaire/analyses
La loi de finances pour 2025 modifie les règles d'indemnisation des congés de maladie ordinaire pour les fonctionnaires. Le Centre interdépartemental de gestion de la grande couronne d'Ile-de-France propose une analyse des impacts sur la rémunération de ces nouvelles dispositions applicables à compter du 1er mars 2025.

La faute de service (10 questions)
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 32-33
https://www.lagazettedescommunes.com/154027/le-regime-juridique-de-la-faute-de-service-
La faute de service est une faute commise par un agent dans l'exercice de ses fonctions, pendant le service, avec les moyens du service et en dehors de tout intérêt personnel.
Dans certaines hypothèses, une seule et même faute peut être analysée à la fois comme une faute personnelle et comme une faute de service.
L'administration a l'obligation de protéger l'agent public poursuivi pénalement et/ou civilement en raison d'une faute de service.

Arrêts maladie : le fonctionnaire bashing est en marche
Alternatives-economiques.fr, 10/02/2025
https://www.alternatives-economiques.fr/arrets-maladie-fonctionnaire-bashing-marche
Les agents publics ne seront plus indemnisés qu'à hauteur de 90 % de leur salaire en cas d'arrêt maladie. Censée réduire l'absentéisme des fonctionnaires, cette disposition vise surtout à renflouer les caisses de l'Etat.

Qui peut exercer les fonctions de secrétaire général de mairie ?
Journal des maires et des conseillers municipaux, 02/2025, n° 2, p. 28
Chaque maire de commune de moins de 3500 habitants doit prendre un arrêté nommant un agent chargé des fonctions de « secrétaire général de mairie ». Mais tous les agents ne peuvent prétendre à cette nouvelle dénomination.

Les congés de formation des agents territoriaux
Informations administratives et juridiques (Les), 01/2025, n° 1, p. 14-25
Trois congés rémunérés permettent aux agents publics d'étendre et de parfaire leur formation en vue de satisfaire des projets professionnels ou personnels :
- le congé formation professionnelle
- le congé pour bilan de compétences
- le congé pour validation des acquis de l'expérience

Ils sont accordés selon des conditions plus avantageuses à certaines catégories d'agents dont l'évolution professionnelle doit être encouragée, par des droits renforcés à la formation et à l'accompagnement.

☞Retour sommaire

Entrer et progresser dans la fonction publique / France Stratégie
Note d'analyse (La), 02/2025, n° 150
https://www.strategie.gouv.fr/publications/entrer-et-progresser-dans-la-fonction-publique
La fonction publique demeure un débouché important pour les classes populaires : à niveau de diplôme comparable, les personnes d'origine populaire ont une probabilité plus élevée d'exercer dans l'un des trois versants de la fonction publique − d'État, territoriale et hospitalière − que dans le secteur privé. Ce résultat vaut aussi pour les femmes, ou pour les personnes nées dans une région d'outre-mer.
La fonction publique reste également une voie de mobilité sociale particulière pour l'accès aux postes d'encadrement. Ce constat reflète certes pour partie la différence de structure de l'emploi entre les secteurs, mais également une origine populaire plus fréquente chez les cadres de la fonction publique d'État (hors professeurs) et de la fonction publique territoriale (autour de 25 %) que chez ceux du secteur privé (autour de 20 %). La pénalité associée à l'origine sociale, à niveau de diplôme contrôlé, est en effet moindre dans le public – en particulier dans les fonctions publiques territoriale et d'État.
Si les personnes d'origine populaire les plus diplômées (bac + 3 et plus) deviennent plus fréquemment cadres dans le public que dans le privé, c'est le contraire pour les moins diplômées (baccalauréat ou moins). Ces écarts de mobilité intergénérationnelle parmi les personnes moins diplômées pourraient s'expliquer par des mobilités de carrière plus rares dans le public. Ainsi, dans le public, 21 % des personnes entrées sur le marché du travail à un poste d'employé sont cadres ou exercent des professions intermédiaires, contre 25 % dans le privé. Il faut ici encore distinguer selon le versant : si la fonction publique d'État fait presque aussi bien que le privé, les mobilités sont plus rares dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière. Néanmoins, les inégalités de progression de carrière selon l'origine sociale restent plus faibles dans le public que dans le privé.
Comme pour l'origine sociale, la pénalité en termes de mobilité intergénérationnelle associée au sexe est moindre dans le public, à niveau de diplôme contrôlé, pour l'accès au statut de cadre. Dans la fonction publique d'État, les femmes ont même une probabilité de devenir cadre supérieure à celle des hommes. La mobilité en cours de carrière est presque aussi fréquente dans le public que dans le privé, où la pénalité associée au sexe est plus importante que dans le public.
https://www.strategie.gouv.fr/files/files/Publications/2025/2025-02-13%20-%20NA%20150/

L'accès au temps partiel est élargi et facilité dans la fonction publique
Informations administratives et juridiques (Les), 01/2025, n° 1, p. 10-13
A compter du 1er janvier 2025, les conditions pour bénéficier d'un temps partiel sont assouplies. Tous les agents à temps non complet ont désormais accès au temps partiel sur autorisation et les conditions d'ancienneté sont supprimées pour les agents contractuels.

INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

Le coût écologique de l'intelligence artificielle
Radio France, 10/02/2025, 34 mn
https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-10-fevrier
L'explosion de l'IA pèse considérablement sur l'environnement. De ses besoins aux changements de comportements liés à son utilisation jusqu'aux risques de désinformation sur questions climatiques, les risques sont nombreux. Mais existe-t-il un avenir où l'IA rimerait un peu plus avec climat ?

Quand les professionnels de l'INFODOC conjuguent IA et numérique responsable / FUZEAU Pierre
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 24-26
1. L'INFODOC au service de l'IA : qualité, réduction des risques et éthique
L'intérêt des fonds documentaires disponibles dans les GED ou les SAE
2. INFODOC et IA : au service de la décarbonation
3. Comment agir ?
4. Conclusion : les trésors des pros de l'INFODOC

☞Retour sommaire

Stratégie de protection des données : les 5 points clés / NIEUWBOURG Philippe
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 20-21
- Identifier, c'est mesurer et évaluer
- Protéger, c'est anticiper
- Détecter, c'est rester aux aguets
- Répondre, c'est trouver des solutions
- L'IA : risques et opportunités
- Quelles normes appliquer pour votre plan de protection des données ?

Protection des données en entreprise : quelle stratégie à l'ère de l'IA ? [Dossier] / TEXIER Bruno, CASIMIR Sivagami, NIEUWBOURG Philippe
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 12-21
- Les enjeux des vols de données d'entreprise : à quelles attaques sont-elles exposées et quel est le rôle de l'IA ?
- Data : une vigilance à chaque étape du cycle de vie
- Stratégie de protection des données : les 5 points clés

Collections numériques : organiser, partager et valoriser les contenus / ALLÉAUME Kaëlig
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 33-36
Les solutions de gestion des collections numériques sont des outils modulables dédiés au catalogage, au suivi des acquisitions, à l'organisation des emprunts ou encore au renseignement de l'état d'une œuvre. Comment faire le tri entre les différents éditeurs et sur quels critères baser son choix ?

Externaliser sa veille : méthode et bonnes pratiques / CASIMIR Sivagami
Archimag, 02/2025, n° 381, p. 40-41
1. Pourquoi externaliser sa veille et sur quel périmètre ?
2. Quels types de veille se prêtent le mieux à l'externalisation ?
3. Comment choisir le bon prestataire ?
4. Quelles sont les bonnes pratiques à observer pour externaliser efficacement ?
5. Comment organiser la collaboration entre l'entreprise et le prestataire ?
Se faire accompagner pour la mise en place d'un outil de veille [encadré]

Collectivités : IA et management, les liaisons dangereuses [dossier]
Horizons publics, 02/2025, n° Hors série hiver 2025, p. 2-59
https://www.horizonspublics.fr/revue/hiver-2025/collectivites-ia-et-management-les-liaisons-
La révolution de l'intelligence artificielle générative (IAG) est un thème de préoccupation des dirigeants des collectivités territoriales,comme en témoigne l'édition 2024 des assises nationales Territorialis, organisées par le Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales (SNDGCT). Troisième rupture technologique majeure après l'Internet et le smartphone, l'IAG va impacter fortement la fonction publique territoriale et plus généralement le secteur public. L'IAG suscite à la fois des craintes sur l'évolution de l'emploi, des métiers, des organisations, mais aussi des espoirs pour améliorer l'action publique locale. L'IAG peut aussi remettre en question le management en redistribuant les compétences et les expertises. Comment l'IAG va-t-elle transformer le travail du manager ? Comment garder la main en tant que directeur général des services (DGS) ou directeur général adjoint (DGA) face à la révolution de l'IAG ? Comment accompagner les cadres et les agents publics dans l'appropriation des outils d'IAG ? Comment trouver un juste équilibre entre l'usage de l'IAG et des temps « sans numérique » privilégiant la relation humaine ?
Au sommaire :
- Brieuc du Roscoat : « L'IA ne doit pas être vue comme un élément de productivité,mais de bien-être au travail. » - Interview
- Comment l'IAG va-t-elle transformer le travail du manager ?
- « Les projets d'IA représentent un vrai challenge en termes de compétences, d'ingénierie et de financement. »
- IA et management, entre vrais enjeux et fausses peurs
- Le développement et l'usage de l'IA dans les relations de travail
- De la collecte à l'utilisation des données : répondre aux défis éthiques de la fabrique des IA
- Frankie Trichet : « IA : encadrer les usages et mettre les mains dans le cambouis. » - Interview
- L'IA, un challenge à relever pour le manager, L'IA, un outil en devenir
- De nouvelles formes d'organisation et de management à créer

☞Retour sommaire

A l'ombre des slides : quand la forme influence le fond / RANDRIAMANANTENA Nils
Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2025, n° 2, p. 70
PowerPoint : outil miracle ou cauchemar organisationnel ?

IA, un gouffre environnemental encore plus profond que prévu
IT for business, 02/2025, n° 2302, p. 38-42
Après une mise à jour de leurs méthodes de calcul, l'Ademe et l'Arcep réévaluent à la hausse l'impact environnemental du numérique en France. Il représente 4,4 % des émissions nationales contre 2,5 % dans la précédente édition. Les datacenters et l'IA alourdissent ce bilan carbone. Et bien que conscientes du problème, les entreprises et leurs DSI semblent sans réelles solutions face à cette vague.

MANAGEMENT / RESSOURCES HUMAINES

Les bienfaits de la relaxation sur la qualité de vie au travail
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 26
Pour améliorer les conditions de travail et prévenir les risques professionnels, la commune de Chevigny-Saint-Sauveur en Côte-d'Or a choisi la manière douce.

Les directions ressources humaines au service de la transition écologique
fpte.fr, 18/02/2025
https://fpte.fr/les-directions-ressources-humaines-au-service-de-la-transition-ecologique/
Une Fonction publique pour la transition écologique [FPTE] et Le Lierre sont fiers de vous annoncer la sortie du guide Les directions ressources humaines au service de la transition écologique, rédigé par le groupe de travail RH du Lierre et Une FPTE !

Diagramme Ishikawa : un outil incontournable pour la résolution de problèmes en management, 17/02/2025
https://www.observatoire-ocm.com/management/diagramme-ishikawa/
En gestion d'entreprise, identifier les causes profondes d'un dysfonctionnement est un défi majeur. Entre les symptômes apparents et les racines cachées d'un problème, les managers risquent souvent de s'égarer dans des solutions superficielles. C'est précisément pour structurer cette enquête causale que le diagramme d'Ishikawa, conçu par Kaoru Ishikawa dans les années 1940, permet une méthodologie rigoureuse. Utilisé initialement dans l'industrie japonaise pour améliorer la qualité, cet outil visuel s'est imposé dans tous les secteurs – de la logistique aux ressources humaines – grâce à sa capacité à cartographier les influences multiples derrière un effet indésirable.

L'art et la manière de dire au revoir à ses collaborateurs
lettreducadre.fr, 17/02/2025
https://www.lettreducadre.fr/article/l-art-et-la-maniere-de-dire-au-revoir-a-ses-collaborateurs.54933
Si les collectivités n'ont pas intérêt à se louper sur l'intégration des nouveaux collaborateurs, elles ne doivent pas non plus rater leur départ. À la clé, l'attractivité de l'organisation et la motivation du collectif de travail.

« C'est trop de charge mentale » : pourquoi le rôle de manager ne fait plus rêver tout le monde
Mag des compétences, 11/02/2025
https://www.comundi.fr/mag-des-competences/cest-trop-de-charge-mentale-pourquoi-
Si les jeunes salariés assument plus volontiers qu'ils préfèrent évoluer en expertise plutôt qu'exercer des fonctions managériales, les moins jeunes se détournent aussi de ces postes à responsabilité. En cause : la difficulté de cette fonction, soumise à des injonctions contradictoires.

☞Retour sommaire

Discrimination et harcèlement sexuel au travail : les recommandations du Défenseur des droits
Vie-publique.fr, 12/02/2025
https://www.vie-publique.fr/en-bref/297291-harcelement-sexuel-au-travail-que-dit-le-defenseur-
34% de la population active déclare avoir été témoin de discriminations dans l'emploi et près d'une personne sur trois indique en avoir été victime. Les femmes sont particulièrement exposées aux violences sexuelles - près d'un tiers d'entre elles en ont témoigné en 2019 - et aux discriminations sexistes sur leur lieu de travail. Lorsqu'un salarié ou agent public signale avoir été victime d'une discrimination à son employeur, ce dernier doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer sa sécurité physique et mentale. L'employeur est également tenu d'ouvrir une enquête interne. En attendant l'issue de l'enquête, il doit assurer la protection de la victime présumée.
Dans une décision-cadre du 5 février 2025, la Défenseure des droits se penche sur la question de la discrimination et du harcèlement sexuel au travail. Elle y émet plusieurs recommandations concernant les dispositifs de recueil des signalements et d'enquête interne, dans l'emploi privé comme public.
https://www.defenseurdesdroits.fr/recueil-et-traitement-des-signalements-de-discrimination-

Influencer sans autorité : stratégies pour mobiliser vos collègues / GRIL Emmanuelle
Revue Gestion, 11/02/2025
https://www.revuegestion.ca/influencer-sans-autorite-strategies-pour-mobiliser-vos-collegues
Vous devez convaincre vos collègues d'adopter vos idées et propositions, mais vous ne disposez d'aucun pouvoir hiérarchique ? Si cela correspond à votre réalité quotidienne, lisez ceci.

Semaine en quatre jours : ce que disent les premières expériences dans les collectivités
lettreducadre.fr, 07/02/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/semaine-en-quatre-jours-ce-que-disent-les-premieres
La mise en œuvre de la semaine en quatre jours dans le secteur public local est un chantier "complexe" qui nécessite de faire attention à plusieurs points clés (continuité des services, maintien des collectifs de travail…), constate le Syndicat national des directeurs généraux des collectivités territoriales dans une note consacrée au sujet, qui s'appuie sur plusieurs retours d'expérience.

Semaine de 4 jours : étude secteur public / Profil Public, 02/2025, 44 p.
https://media.profilpublic.fr/blog/etude-la-semaine-de-4-jours-dans-le-service-public/
Ces dernières années, de nombreuses organisations, publiques comme privées, expérimentent la semaine de 4 jours. On en entend beaucoup parler mais ce sujet cache des réalités différentes : semaine de 4 jours en 32h, semaine de 5 jours condensée en 4 jours. . .En tant que plateforme d'emploi innovante dédiée au secteur public, Profil Public a souhaité creuser le sujet en réalisant une grande étude. L'objectif de cette étude ? Recueillir les attentes, les questionnements et les retours d'expérience des employeurs publics qui l'expérimentent ou qui souhaitent déployer de nouvelles modalités d'organisation du temps de travail : Ville de Neuilly-sur-Marne, URSSAF Picardie, Grand Lieu Communauté, Grenoble Métropole, Métropole de Lyon, Cnav, Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, Communauté de communes Terroir de Caux, Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. . . Une bonne manière d'éclairer sur les nouvelles aspirations qui dessineront, peut-être, le monde du travail de demain dans le service public.

Le management intergénérationnel est-il une fausse piste ?
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, n° 585, p. 54-55
https://www.lettreducadre.fr/article/le-management-intergenerationnel-est-il-une-fausse-piste.54878
Le management est complexe. L'encadrant habile. Il doit animer un collectif de travail où ses collègues peuvent avoir 16, 35 ou 64 ans. Pour manager du mieux possible, certains lui diront d'appréhender les traits de chaque génération et de les manier avec prudence, d'autres ne pas s'y fier.

La 5e enquête managériale : Nouvelles pratiques managériale, chantier en cours
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, p. 26-38
https://www.lettreducadre.fr/article/la-5e-enquete-manageriale-nouvelles-pratiques-manageriale-
Où en sont les cadres territoriaux dans leur management ? Comment les crises successives ont-elles impacté leurs manières de faire ? Comment les nouvelles pratiques managériales progressent-elles dans les organisations ? Comment les rapports avec les élus évoluent-ils ? Les résultats de la 5e enquête managériale La Lettre du Cadre/Cap Nova est riche d'enseignements.

☞Retour sommaire

Green RH : "l'adoption d'un leadership qui favorise la collaboration interne et externe est cruciale"
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, n° 585, p. 58-59
https://www.lettreducadre.fr/article/green-rh-il-est-crucial-d-adopter-un-leadership-
Les ressources humaines sont en première ligne pour entreprendre une transformation cruciale : celle de la transition écologique. Dans ce contexte, la RH verte, ou Green RH, est bien plus qu'un concept à la mode. Cet ensemble de pratiques et d'engagements permet de réduire l'impact environnemental des entreprises et de répondre aux attentes de ses parties prenantes.

L'essentiel sur… les postures sédentaires [Vidéo]
INRS, 08/01/2025, 3mn22
https://www.youtube.com/watch?v=Hqb1863vYiY
Dans de nombreux secteurs d'activités, le tertiaire notamment mais aussi l'industrie, la posture assise est une posture de travail couramment rencontrée. Cette posture, dès lors qu'elle est maintenue dans le temps et associée à une très faible dépense énergétique, peut avoir des conséquences délétères sur la santé. Souvent méconnus, les risques associés au maintien dans le temps de cette posture, dite sédentaire, représentent pourtant un réel enjeu de santé au travail.
Cette animation vise à sensibiliser sur les effets sur la santé des postures sédentaires et présente des possibilités pour réduire l'exposition des salariés à ce facteur de risque.

Travail sur écran : guide pratique de prévention des risques
Institut National de la Recherche Scientifique, 01/2025, 20 p.
https://www.inrs.fr/media.html?refINRS=ED%206538
L'objectif de ce guide est de répondre aux principales questions qui se posent pour mettre en oeuvre des actions efficaces et durables visant à prévenir les risques liés au travail sur écran :
- Où implanter le poste dans l'espace de travail ?
- Quel mobilier de bureau choisir ?
- Quels périphériques informatiques choisir ?
- Comment aménager le poste de travail ?
- Quelle est la posture de travail idéale ?
- Comment adapter l'organisation du travail aux exigences du travail sur écran ?

Intelligence artificielle & RH
Magazine de l'ANDRH (Le), 12/2024, n° N° spécial, 50 p.
https://www.andrh.fr/article/le-numero-special-intelligence-artificielle-rh-est-en-ligne
IA & RH : talents, formations, organisation du travail. . . Ce hors-série dévoile innovations et défis grâce à des études, témoignages et solutions pratiques. Plongez dans un monde où humain et technologie s'allient pour redéfinir l'entreprise de demain !
Ce hors-série explore les enjeux de l'intelligence artificielle (IA) pour les fonctions RH, en mettant en lumière ses impacts sur la gestion des talents, les compétences, et les transformations organisationnelles.
Parmi les sujets phares : les opportunités et défis de l'IA générative, la montée en compétences des collaborateurs pour une meilleure employabilité, et les innovations dans la formation professionnelle grâce aux technologies immersives et à l'IA. À travers des études, analyses et entretiens, ce numéro décrypte les tendances majeures et propose des solutions concrètes pour intégrer l'IA au service de l'humain.

OUTRE-MER

Ce que contient la loi d'urgence pour Mayotte, publiée ce matin
Maire-info.com, 25/02/2025
https://www.maire-info.com/mayotte/ce-que-contient-la-loi-durgence-pour-mayotte-
La loi d'urgence pour Mayotte a été publiée ce matin au Journal officiel, après son adoption relativement rapide par le Parlement. Elle va permettre un certain nombre de dérogations au droit commun pour reconstruire l'archipel dévasté par le cyclone Chido.

☞Retour sommaire

Les élèves guyanais dans les méandres de l'école républicaine. / AUBENAS Florence
Monde - le magazine, 22/02/2025, n° 24928, p. 46-53
Sur les rives de l'Oyapock et du Maroni, la scolarité des jeunes Guyanais est une épreuve. Passé le primaire, les études se poursuivent dans les internats du littoral, à des kilomètres en pirogue de leurs familles. Un autre monde et un choc culturel dont beaucoup de ces enfants des fleuves ne reviennent pas indemnes.

"Nous ne devons plus avoir le sentiment d'être sous-Français" : Entretien avec Ambdilwahédou Soumaïla, maire de Mamoudzou
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, n° 585, p. 18-19
Le 14 décembre dernier, l'ouragan Chido s'est déchaîné sur Mayotte, laissant les deux îles qui forment le département français complètement groggy. Si l'Etat a su répondre à la situation d'urgence, les Mahorais se sentent délaissés. Pour Ambdilwahédou Soumaïla, le maire de Mamoudzou, commune la plus peuplée du territoire, "plus aucun bidonville ne doit être construit".

Guadeloupe : contre vents et marées
SecoursMag, 11/2024, n° 83, p. 40-41
Du fait de sa position géographie, la Guadeloupe est exposée à des risques importants de catastrophes naturelles. La Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) a identifié six risques majeurs : les cyclones, les séismes, les inondations, les mouvements de terrain, les éruptions volcaniques et les tsunamis. Face à ces risques, les acteurs du secours se mobilisent et coopèrent, pour assurer la sécurité de la population.

SCIENCES HUMAINES / SOCIÉTÉ

D'où vient le désir d'autorité ? [Dossier]
Sciences humaines, 03/2025, n° 376, p. 41-70
https://www.scienceshumaines.com/dossiers/dou-vient-le-desir-dautorite
Que se passe-t-il avec l'autorité ? Après avoir été pourfendue durant tout le milieu du 20e siècle, voilà que sa disparition semble regrettée. Dans l'entreprise, à l'école, et même au sein de la famille ou de la cité, on déplore sans cesse une « crise » de l'autorité. Partout dans le monde, les partis dits autoritaires font des scores impressionnants, et les sondages d'opinion ne cessent de faire état d'une nostalgie généralisée pour l'autorité perdue. D'où vient cette demande contemporaine ? Et que désignons-nous, au fond, quand nous en appelons à un retour de l'autorité : l'ordre ? Le pouvoir ? L'efficacité ? Autre chose encore ?
Au sommaire :
- L'autorité, pourquoi en vouloir plus ? Nicolas Journet
- Les fondements de l'autorité. Samuel Lacroix
- Pourquoi aimons-nous les chefs ? Jean-François Marmion
- Perrine Simon-Nahum : « Nous avons habillé la démocratie d'habits trop grands pour elle »
- Liberté ou autorité : l'ambivalence américaine. Michal C. Behrent
- Au travail, l'éternel retour de la hiérarchie ? Fabien Trécourt
- Se faire respecter en pratiques
- Autorité des profs : les raisons d'une érosion. Eirick Prairat
- Dans la maison des parents perdus. Marion Rousset

☞Retour sommaire

SÉCURITÉ CIVILE ET PUBLIQUE

Inondations majeures : un outil pour gérer la post-crise en DDT(M) / Inspection générale de l'environnement et du développement durable, 21/02/2025
https://www.igedd.developpement-durable.gouv.fr/inondations-majeures-un-outil-
Co-construite à la suite notamment des missions de retour d'expérience des crues dans l'Aude en 2018 et dans les Alpes-Maritimes en 2020, une « fiche réflexe », aussi synthétique et opérationnelle que possible, propose une « checklist » pour les Directions départementales des territoires (DDT/M), avec des périodes indicatives de mise en œuvre et des acteurs pouvant intervenir en appui, qu'il conviendra naturellement d'adapter à chaque crise et à chaque contexte. Dans une logique d'aide à la décision, cette "checklist" identifie un pool d'une centaine d'actions à réaliser post-crise.

Déposer une plainte à distance avec Visioplainte
Service-public.fr, 18/02/2025
https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A17175
Le dispositif de visioplainte, expérimenté par le ministère de l'Intérieur dans les départements de la Sarthe et des Yvelines, va progressivement être étendu au reste de la France. Opérationnel dans la Sarthe et dans certaines villes des Yvelines (78) lors de l'expérimentation, il permettait aux victimes d'infractions de porter plainte sans avoir à se déplacer en commissariat ou en gendarmerie.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049192245

Concours : une formation gratuite pour les futurs policiers municipaux
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 30
https://www.lagazettedescommunes.com/970581/une-formation-gratuite-pour-les-futurs-
Une quinzaine de candidats de la CA du Grand Narbonne (Aude) vont être formés au concours de gardien-brigadier de police municipale durant six mois.

Le nouveau régime indemnitaire de la police municipale divise
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 17/02/2025, n° 2753, p. 26-28
https://www.lagazettedescommunes.com/970018/le-nouveau-regime-indemnitaire-de-la-police-
Depuis le 1er janvier 2025, les policiers municipaux bénéficient d'un nouveau régime indemnitaire. Fruit des négociations entre les syndicats et le précédent gouvernement, sa mise en œuvre se fait de manière disparate.

Feux de forêts et d'espaces non boisés : bientôt une stratégie nationale de défense
Maire-info.com, 11/02/2025
https://www.maire-info.com/article.asp?param=29387
L'Etat devrait la publier au second semestre au terme d'une concertation locale qui s'achèvera fin mars. Objectif, renforcer la prévention et la défense contre l'intensification du risque incendie liée au changement climatique.

Narcotrafic : face au fléau, la parade insaisissable [Dossier]
Courrier des maires et des élus locaux (Le), 02/2025, n° 381, p.26-56
- Les maires, aux premières loges des mutations du narcotrafic
- La répression, oui, mais laquelle ?
- L'Etat saura-t-il se donner les moyens se "suivre l'argent" du blanchiment ?
- Gare à la "narcorruption" par le bas !
- "Il existe des "narco-villes en France "
-Prévenir et combattre le mal à la racine
- " Enquêtons autant sur l'entrisme mafieux que sur les points de deal "
- Police administrative et appui de la police judiciaire : les outils du maire
- Jurisprudence : les occupants d'un logement social peuvent être expulsés si l'un deux utilise le logement pour du trafic de drogue
- Agir face à la banalisation du protoxyde d'azote
- Les médiateurs sociaux, au contact "des petites mains" du trafic de drogue
- Face aux dealers et aux trafics, les bailleurs sociaux sortent les muscles
- Se prémunir de l'entrisme mafieux et du risque corruptif lié au narcotrafic
- Haschich convention

☞Retour sommaire

SERVICES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENT

Le droit de l'urbanisme postmoderne / CARPENTIER Elise
Actualité Juridique. Droit Administratif, 24/02/2025, n° 7/2025, p. 326-333
Depuis l'avènement de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain, le droit de l'urbanisme a entamé une transition vers la postmodernité. Cette évolution, marquée par un décloisonnement des structures administratives et un renforcement de la flexibilité des normes, intègre les préoccupations environnementales au coeur de ses priorités. A travers un renouveau institutionnel et l'émergence de valeurs "écocentrées", la matière évolue vers des approches participatives et contractuelles, rompant ainsi avec certaines rigidités de la modernité. Si la transition en cours n'est pas propice à la prévisibilité du droit, l'encadrement accru de l'action administrative et l'émergence du juge "restaurateur" de la légalité sont sources de sécurité juridique.

Des initiatives locales permettent de restaurer la qualité de l'eau
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 40-41
https://www.lagazettedescommunes.com/971416/des-initiatives-locales-en-saone-et-loire
Alors que le département de Saône-et-Loire se situe en partie amont de la Loire, la qualité de l'eau n'est pas bonne, nécessitant un plan d'action pour prévenir les pollutions diffuses.
Les syndicats mixtes constitués autour des bassins-versants doivent créer une adhésion qui ne va pas de soi dans un territoire qui n'a jamais manqué d'eau.
L'agende de l'eau Loire-Bretagne finance des postes pour animer un dialogue entre les parties prenantes avec, parmi les cibles prioritaires, l'industrie et l'agriculture.

Eau potable : un accès pour tous au compte-goutte
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 6-8
https://www.lagazettedescommunes.com/970712/eau-potable%E2%80%89-un-acces-
La précarité en eau concerne au moins 330 000 sans-abris, 100 000 personnes en habitat de fortune, 1,2 million de locataires en impayés de loyers et charges. Les services d'eau, tenus de s'emparer du sujet, peinent à trouver comment s'y attaquer.

La prospective au service de la gestion de l'eau
Techni.cités, 02/2025, n° 380, p. 32-34
Une nouvelle méthodologie d'étude est mise en œuvre sur plusieurs territoires du bassin Loire-Bretagne. L'objectif : une meilleure gestion de la ressource en eau, tenant compte de l'impact du dérèglement climatique et de l'ensemble des besoins.

Comment Bugey-Sud a géré le transfert de l'eau potable et de l'assainissement collectif
Intercommunalités de France, 14/02/2025, 5 mn
https://youtu.be/45yfZYDltks?si=MqCzwxySv3RJqt_I
La communauté de communes Bugey-Sud exerce la compétence eau potable et assainissement collectif depuis le 1er janvier 2023. Bugey Sud a désormais la compétence pour 42 communes.

De nouveaux outils pour les communes concernées par le recul du trait de côte / PERROTIN Frédérique
Actu-Juridique.fr, 06/02/2025
https://www.actu-juridique.fr/amenagement-du-territoire/de-nouveaux-outils-
L'État continue à doter les communes d'instruments spécifiques pour faire face au recul du trait de côte, un phénomène naturel accentué par le changement climatique, qui menace d'inondation de nombreux biens situés sur le littoral.

Comprendre2050.fr / The Shift Project, consulté le 18/02/2025
https://comprendre2050.fr/
Réussir la transition énergétique : les chemins possibles pour la France. L'ADEME, NégaWatt et The Shift Project décryptent les scénarios climat-énergie

☞Retour sommaire

Conjuguer biodiversité et plan local d'urbanisme
Techni.cités, 02/2025, n° 380, p. 36-37
Au-delà des classiques protections et classements d'espaces, il existe différents outils pour favoriser la biodiversité dans un plan local d'urbanisme : trame verte et bleue, protection des sols, orientations d'aménagement et de programmation, renaturation introduites par le zéro artificialisation nette.

Des microbosquets pour une canopée riche et économique
Techni.cités, 02/2025, n° 380, p. 24-26
L'intérêt d'augmenter la couverture arborée des villes et villages au profit des humains et de la biodiversité est largement compris, mais planter revient si cher que de nombreuses pelouses restent vides d'arbres. Comment augmenter la canopée en zones périurbaines ?

La biodiversité, source de revenus pour les agriculteurs
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 36-38
https://www.lagazettedescommunes.com/970616/la-biodiversite-source-de-revenus-
Contre les effets néfastes de l'agriculture intensive, les paiements pour services environnementaux rémunèrent la restauration ou le maintien des écosystèmes.
La collectivité contractualise avec les agriculteurs de son territoire, qui s'engagent généralement pour cinq ans et sont rétribués annuellement selon une note.
La note est basée sur des indicateurs de résultats, comme le développement de l'élevage à l'herbe, des prairies et des haies, l'usage réduit des pesticides.

L'IA frugale peut-elle sauver le climat ? En France, on expérimente
Lettre du cadre territorial (La), 02/2025, n° 585, p. 42-43
https://www.lettreducadre.fr/article/l-ia-frugale-peut-elle-sauver-le-climat-en-france-
Pour résoudre les problématiques de transition, de pénurie d'eau, de foncier. . . peut-on se fier à l'intelligence artificielle excessivement gourmande en énergie et en ressources ? A priori non. Et si on développait alors de l'IA frugale ? C'est le pari lancé par l'État et qu'entendent relever plusieurs collectivités.

SOCIAL / SANTÉ

Crèches, protection de l'enfance : où sont passés les contrôles ? [Dossier]
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 30-35
https://www.lagazettedescommunes.com/970660/creches-et-protection-de-lenfance
En réaction aux scandales qui ont ébranlé l'accueil et la protection de l'enfance, de nombreuses enquêtes pointent les défaillances du contrôle des établissements. Les départements sont sommés de prioriser la qualité d'accueil.
Les départements, chefs de file de la protection de l'enfance, autorisent, financent et contrôlent les institutions. Les agents de la protection maternelle et infantile qui agréent et suivent les crèches, et ceux qui les inspectent sont souvent les mêmes.
Étranglés par les dépenses sociales, acculés par la crise du recrutement des métiers de l'humain, les départements se sentent seuls pour assumer leurs responsabilités. L'État est aux abonnés absents.

"Les personnes qui font la loi ne connaissent pas toutes les réalités de terrain"
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 50
Coauteur de l'ouvrage "Le Partage d'informations sociales, entre droit et étique", Christophe Daadouch invite les professionnels à pratiquer l'intelligence des situations et éthique avant d'appliquer des textes.

Les conseils départementaux face à la pénurie d'assistants familiaux
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 12-13
https://www.lagazettedescommunes.com/971137/les-conseils-departementaux-face-a-
Le manque d'assistants familiaux a poussé certains départements à trouver des recettes pour attirer des candidats et, surtout, les retenir. Leur organiser du répit, mieux les intégrer dans les équipes et les rémunérer davantage peuvent faire leur effet.

☞Retour sommaire

Un travail d'intérêt général à vocation citoyenne et écologique
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 43
https://www.lagazettedescommunes.com/970340/un-travail-dinteret-general-a-vocation-
Le temps d'une semaine, la ville de Grenoble a organisé un TIG collectif vert de découverte à destination de six jeunes majeurs.

Une prise en charge améliorée des usagers des services sociaux
Gazette des communes, des départements, des régions (La), 24/02/2025, n° 2754, p. 44
"Monsuivisocial" permet aux agents des CCAS de centraliser toutes les informations concernant les usagers.

Protection de l'enfance : Catherine Vautrin livre la feuille de route d'une "refondation"
Localtis.info, 20/02/2025
https://www.banquedesterritoires.fr/protection-de-lenfance-catherine-vautrin-livre-la-feuille-
Auditionnée le 19 février à l'Assemblée par la commission d'enquête sur "les manquements des politiques publiques de protection de l'enfance", la ministre en charge des solidarités a exposé les principaux axes sur lesquels elle compte travailler, évoquant notamment la publication prochaine de plusieurs décrets d'application de la loi Taquet et la généralisation d'expérimentations en cours dans plusieurs départements. La nomination d'un Haut-commissaire à l'Enfance a par ailleurs été mentionnée.

Justice des mineurs : un texte répressif en débat
Monde (Le), 13/02/2025, p. 10-11
L'Assemblée nationale examine, à partir de mercredi, une proposition de loi portée par Gabriel Attal. Deux articles seront particulièrement débattus : la création d'une comparution immédiate pour les mineurs et la remise en cause de l'excuse de minorité. Un texte à rebours de la réforme mise en place par l'ancienne garde des sceaux Nicole Belloubet et votée en 2021.
- Tout jeune a droit à une deuxième chance : à Rennes, des éducateurs de la PJJ expliquent leur travail
- "L'histoire de la punition est bien plus longue que celle de l'éducatif", Véronique Blanchard, historienne

« Quel que soit son poste dans une collectivité, on peut agir sur la santé des habitants » [Entretien avec Stéphanie Gross - CNFPT-INSET Angers]
Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 06/02/2025
https://www.lagazettedescommunes.com/968734
Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) a proposé des rencontres sur la santé-environnement, en webinaire du 29 au 31 janvier 2025. Sa référente Stéphanie Gross invite toutes les collectivités à s'emparer de cette démarche, de manière coopérative.
https://www.lagazettedescommunes.com/937182
https://www.cnfpt.fr/se-former/se-former-autrement/participer-a-nos-evenements
https://www.cnfpt.fr/sinformer/nos-actualites/fil-dactu/ressources-documentaires-

Dossier spécial "G6" de la santé : Unis pour la santé !
Journal des Départements, 02/2025, n° 42, p. 8-47
https://c79f164d-c234-483d-971d-58b50bc03139.usrfiles.com/ugd/c79f16_
Les 6 départements de la région Centre-Val de Loire font front commun sur le sujet crucial de la démographie médicale et de l'accès aux soins. Dossier spécial sur les initiatives portées par chacun de ces départements, comme un avant-goût des Assises nationales de l'accès aux soins le 12 juin 2025.

Les 20 ans de La « Loi handicap » vus du défenseur des droits : des avancées à parfaire / LOISELLE Marc
Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 02/2025, n° 2, p. 67-69
Retour sur la "loi Handicap" à l'occasion de ses 20 ans par Marc Lioisel, directeur de la Protection des droits - Affaires publiques et défenseur des droits.

☞Retour sommaire

Le social s'empare du design - Enquête
Actualités sociales hebdomadaires, 02/2025, n° 3323, p. 29-39
Impulsé à l'initiative de la CNSA pour favoriser la participation des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie, l'usage du design social s'étend peu à peu à tous les secteurs. Observation, créativité, collaboration - entre professionnels mais aussi avec les usagers et leurs familles -, cette nouvelle manière de mener des projets permet de repenser les accompagnements en partant des besoins plutôt qu'en plaquant des solutions toutes faites. Jugé parfois "gadget", ce processus est surtout un outil en plus dans la panoplie des travailleurs sociaux.
Au sommaire :
- Coopération - Quand le design social bouscule les pratiques
- Initiatives - Un outil métier pour mieux communiquer
- Entretien - Lise Burgade : "les émotions, matière première des démarches de design"
https://formation-continue.ensci.com/fileadmin/content_uploads/formation_continue

Rapport 2024 de la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté : les politiques de prévention et de lutte contre la pauvreté, 01/2025
https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2025-02/Rapport-activite-DIPLP-2024-janv2025
Découvrez une rétrospective 2024 par champ d'actions engagées et les perspectives pour renforcer l'efficacité des dispositifs en place.

Vieillir loin des métropoles (vol. II)
Retraite et société, 12/2024, n° 93
https://shs.cairn.info/revue-retraite-et-societe-2024-2
Dans le premier volume consacré au vieillissement loin des métropoles, les articles abordent surtout les « liens aux lieux », un attachement au territoire qui, dans bien des cas, constitue une ressource identitaire forte. L'ancrage résidentiel dans la durée, au sein d'espaces peu denses, participe au caractère parfois intemporel de ce type de territoire. Le renouvellement lent des populations fait écho à la permanence des paysages, là où, dans les métropoles, la rotation résidentielle rapide des habitants souligne l'incessante évolution de l'environnement urbain. Vieillir loin des métropoles, c'est donc, d'une certaine façon, faire partie des lieux, les incarner et les représenter. La perspective de les abandonner n'est donc pas simple, de surcroît quand on y a tissé des liens aux autres forts. Ces liens constituent précisément le fil rouge des contributions de ce second volume. Quels réseaux de sociabilité les habitants qui vivent dans les espaces peu denses développent-ils ? Avec qui est-on en lien là où les voisins sont moins nombreux, dans des lieux que les enfants ont dû quitter, souvent pour les métropoles ? Dans ces territoires où l'on reste et vieillit, comment vit-on le départ des autres (déménagement ou décès des amis et voisins de longue date) à mesure que le temps passe ? Et que se passe-t-il quand, à cette réduction du tissu relationnel de proximité, s'ajoute un isolement supplémentaire pour des raisons sanitaires ou météorologiques, des événements avec lesquels nous devrons composer de plus en plus fréquemment ? Dans ce numéro, ces interrogations ont été appréhendées dans des contextes géographiques variés. Si des récurrences sont constatées, vieillir loin des métropoles, dans des espaces peu denses, recouvre une réalité plurielle parfois très séduisante. Et si c'était loin des métropoles que l'herbe était réellement plus verte pour les personnes âgées ?

☞Retour sommaire

POUR ALLER PLUS LOIN…

Sites internet

Territoires conseil
Base d'expériences de la Caisse des dépôts
https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Page/Base-experiences

La 27ème Région
http://www.la27eregion.fr/

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.
https://www.facebook.com/LaBaseNA

M3 La prospective de la Métropole de Lyon
http://www.millenaire3.com

SOCIAL
Base d'expériences de l'UNCCAS
https://www.unccas.org/-partagez-vos-experiences-#.WliuPTQiG70
Concept encore émergent, l'innovation sociale permet l'élaboration de réponses nouvelles à des besoins sociaux mal ou peu satisfaits : vieillissement, petite enfance, logement, exclusions, santé… **I**

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
Le Lab Territorial : le développement économique au service des projets de territoire innovants
https://www.labterritorial.fr/category/actu-developpement-economique/

Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT à l'adresse :
http://www.wikiterritorial.cnfpt.fr/xwiki/bin/view/LettreInformation/#|t=elements&p=1&l=15&s=doc.title&d=desc

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.
Pour toute demande d'information, vous pouvez nous contacter à :
documentation.insetangers@cnfpt.fr

☞Retour sommaire

LECTURES

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

☞Retour sommaire

Bulletin documentaire
Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2025 CNFPT/ INSET D'ANGERS

☞Retour sommaire